

Interventions de Pierre-Alain Muet à l'Assemblée nationale lors du débat
sur la situation économique le Jeudi 27 mars 2008
(Extraits du Compte rendu intégral)

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour cinq minutes.

M. Pierre-Alain Muet. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, nous avons affaire à deux crises, une crise financière internationale et une crise nationale. Elles sont différentes mais ont un point commun : ce sont des crises de confiance.

Les crises financières sont un éternel recommencement et ont souvent des origines différentes – pour la crise actuelle, ce sont les crédits immobiliers ; pour la précédente, c'étaient les valeurs de la nouvelle économie –, mais elles ont toujours le même déroulement. Une phase d'emballement et d'endettement est suivie d'un effondrement des actifs, qui se traduit en général par une crise bancaire, laquelle risque de se diffuser à l'ensemble du système des paiements.

Nous avons affaire à une crise particulièrement grave pour deux raisons. D'abord, parce que la globalisation financière s'est développée depuis dix ans et qu'en raison de l'interdépendance des banques, une crise se diffuse désormais très rapidement du pays où elle apparaît aux autres. Ensuite, le phénomène de la titrisation a disséminé le risque avec la vente de « paquets » de créances sur les marchés financiers. Aujourd'hui, personne ne sait où est le risque et personne ne connaît son étendue : toutes les banques le portent, et dès qu'une défaillance se produit, dans le monde entier, l'ensemble du système bancaire est en crise de liquidité.

Cette crise est forte et appelle une régulation publique. Je voudrais mentionner quatre mesures qui, à ce titre, me paraissent importantes. Il faut tout d'abord élargir le périmètre des institutions soumises à la réglementation bancaire à l'échelle du monde. En effet, les institutions de crédit qui sont à l'origine de cette crise, comme de la précédente, ne sont en général pas régulées. Il faut, en second lieu, appliquer rapidement les accords de Bâle II pour éviter que la titrisation sorte complètement du bilan des banques, pratique qui est à l'origine de la situation actuelle. Les États-Unis doivent également appliquer cet accord, et l'Europe a un rôle à jouer à cet égard. Troisièmement, les banques émettrices d'un crédit initial doivent être dans l'obligation d'en porter l'essentiel du risque : ce n'est pas le cas avec la titrisation. Enfin, il faut réintroduire la distinction essentielle entre banque d'affaires et banque de détail, dont les activités doivent être séparées.

Cette crise est aussi une crise nationale. Même si la crise immobilière en Europe est plus faible qu'aux États-Unis, la France n'est pas à l'abri de la crise financière.

Pour faire face à une crise internationale, la condition majeure, essentielle, fondamentale, c'est d'avoir créé chez soi la confiance. Or le problème de notre pays aujourd'hui, c'est que non seulement vous n'avez pas su créer la confiance, mais que vous avez dilapidé celle qui existait. Le principal responsable de la faible croissance française n'est pas la crise financière mais votre politique économique. Je n'en veux pour preuve que les chiffres de l'année 2007 : dans la plupart des pays, la crise financière n'a eu aucun impact sur la croissance de 2007 – il était encore trop

tôt – pourtant en France, la croissance s'élève à 1,9 % alors qu'elle est de 2,6 % en Europe. Ce point d'écart ne s'explique pas par la crise financière, mais par l'inefficacité de votre politique économique.

Notre économie était déjà fragilisée par la politique irresponsable des années 2002 à 2007 qui avait laissé les déficits se creuser. Je souris quand j'entends M. Carrez nous donner des leçons car, depuis 2002, la France a été pratiquement tous les ans en déficit excessif. Malheureusement, elle risque de l'être encore cette année. Avec ses déficits public et extérieur et son retard permanent sur la croissance européenne, la France se trouvait déjà dans une situation difficile. Ce dont notre pays avait besoin, c'était de réduire ses déficits, d'investir massivement dans la recherche et dans l'éducation, de redonner du pouvoir d'achat à ceux qui en avaient le plus besoin. Tout le monde savait, dès l'été, que les prix alimentaires et les prix de l'énergie augmentaient fortement, et que les salariés modestes étaient les plus touchés par la crise du pouvoir d'achat. Vous ne vous êtes pas préoccupés d'eux, vous les avez oubliés et vous avez dilapidé 15 milliards d'euros en juillet dans un paquet fiscal aussi injuste qu'inefficace, sans répondre à aucun des problèmes de l'économie française. Voilà comment vous avez fait s'effondrer la croissance et la confiance !

Le meilleur indicateur de la croissance future est publié régulièrement par l'INSEE : c'est l'indicateur de confiance des ménages que vous pouvez consulter tous les mois, messieurs les ministres. Or, alors qu'il s'était légèrement redressé, comme toujours après une élection, il s'est effondré de façon continue depuis l'été pour atteindre des fonds presque aussi abyssaux que les déficits extérieur et public. Notre pays risque, en effet, de renouer avec des déficits publics proches de 3 %. Je me souviens d'un scénario que Gilles Carrez, rapporteur général, nous avait présenté comme un scénario noir. Si la croissance française devait être inférieure à 2 % en 2007 et en 2008, le scénario décrit dans votre rapport, monsieur Carrez, indiquait que le déficit des finances publiques risquait en 2008 de dépasser les 3 %. Malheureusement, nous y sommes, et vous ne pourrez l'éviter qu'en mettant en œuvre des mesures de rigueur.

Je voudrais encore évoquer la capacité de notre économie à résister à la crise internationale. Deux facteurs sont nécessaires pour cela : la confiance et la croissance du revenu disponible. Quand la gauche était au pouvoir, de 1997 à 2002, le pouvoir d'achat du revenu des ménages augmentait tous les ans de plus de 3 %. Nous avons connu des crises internationales à cette époque, comme la crise asiatique de 1998, mais elles n'ont eu aucun effet sur la croissance française parce que la confiance et la croissance du pouvoir d'achat étaient là, alors qu'elles manquent aujourd'hui.

Si vous voulez restaurer la confiance, il faut annuler le paquet fiscal et redéployer les crédits pour augmenter le SMIC et la prime pour l'emploi, abaisser la TVA – c'est la bonne réponse à un choc de prix –, réduire les déficits. Bref, il faut mettre en œuvre la politique que nous préconisons inlassablement depuis six mois lors de tous les débats sur l'économie ou le pouvoir d'achat.

Messieurs les ministres, le meilleur service que le Gouvernement pourrait rendre à notre pays, ce serait de changer radicalement une politique économique qui nous a

conduits dans le mur. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)